

BULLETIN UICN



UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION
DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES

MORGES près Lausanne, SUISSE

NOUVELLE SÉRIE No 2

DÉCEMBRE 1961

MANIFESTE D'ARUSHA



TANGANYIKA
Septembre 1961

J. K. NYERERE
Prime Minister

A. S. FUNDIKIRA
Minister Legal Affairs

T. S. TEWA
Minister Lands and Surveys

« La sauvegarde de notre faune sauvage est une question qui nous préoccupe tous très vivement en Afrique. Ces créatures sauvages dans le milieu sauvage qui les abrite ne sont pas seulement importantes en tant que source d'émerveillement et d'inspiration mais font partie intégrante de nos ressources naturelles, de nos moyens de subsistance et de notre bien-être futurs.

En acceptant la responsabilité de gérer notre faune sauvage, nous déclarons solennellement que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer aux petits-enfants de nos enfants la jouissance de ce riche et précieux patrimoine.

La Conservation de la faune et des espaces sauvages exige les connaissances des spécialistes, un personnel expérimenté et des fonds, et nous nous tournons vers les autres nations afin qu'elles coopèrent à cette tâche importante, dont le succès ou l'échec n'affectera pas seulement le Continent africain mais le monde entier. »

LA CONFÉRENCE D'ARUSHA

Le manifeste ci-dessus exprime clairement l'attitude du Gouvernement du Tanganyika, hôte de la Conférence, vis-à-vis de la conservation et du développement de sa faune et de ses ressources naturelles. Il résume également le ton des discussions qui marquèrent tout au long ces entretiens panafricains sur la conservation de la nature et de ses ressources dans les Etats modernes d'Afrique, constituant la seconde étape du Projet Spécial Africain (ASP) de l'UICN.

La Conférence, qui eut lieu à Arusha, dans le nord-ouest du Tanganyika, au début de septembre 1961, réunit 140 participants provenant de 21 pays africains, de 6 pays non africains et de 5 organisations internationales, compte non tenu de la CCTA et de l'UICN qui l'avaient organisée conjointement. L'on comptait parmi les participants

15 « boursiers » de l'Est africain et des Rhodésies, d'Afrique Centrale, du Dahomey, du Tchad et du Togo. Des fonds offerts par les gouvernements de la Suède et de la Suisse, l'UNESCO, la « Fauna Preservation Society », la « Deutsche Afrika-Gesellschaft » et l'« American Conservation Association » avaient permis leur déplacement.

Parmi les messages de sympathie et de vœux pour le succès de la Conférence qui parvinrent à Arusha figurèrent notamment ceux de S. A. R. le Prince des Pays-Bas et de S. A. R. le Prince Philip, Duc d'Edinburgh.

Dans son discours d'ouverture, S. E. Sir Richard Turnbull, Gouverneur du Tanganyika, qui unit une connaissance directe de la détérioration générale du milieu naturel à une étroite (*Rapport de la Conférence d'Arusha - suite page 7*)

ÉDITORIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL „ WORLD WILDLIFE FUND ”



Le problème de conservation à l'échelle mondiale le plus grand et le plus urgent est d'ordre financier. La conservation nécessite forcément des fonds. Cela a été démontré clairement lors de la Conférence d'Arusha.

Les gouvernements commencent à être conscients de leurs responsabilités. Ils en viennent à admettre que les ressources locales naturelles et renouvelables constituent le seul moyen sûr et immédiat de développement pour des pays jeunes. Une recherche de techniques appropriées à l'utilisation de la terre et une éducation à tous les niveaux sont indispensables à tout développement futur — et ceci requiert du temps et des sommes considérables. Le temps passe vite. Il n'y a jamais eu suffisamment d'argent pour effectuer un tel travail. Et une dépense portant sur des projets à long terme prévoyant la conservation et la sage exploitation des ressources locales naturelles n'a pas été vue d'un œil favorable par certains leaders, même si le bien-être de leurs pays dépend de tels projets.

Et pourtant l'argent est disponible. Il suffit de penser aux sommes énormes consacrées, dans le monde entier, à des homes pour animaux domestiques et à des organisations combattant les « sports sanguinaires » et la cruauté envers les animaux. Des millions de gens s'intéressent à de telles œuvres tout en pensant que le fait de consacrer leur attention aux seuls animaux domestiques n'est pas de nature assez ambitieuse, ou tout au moins trop restreinte, puisque le problème, bien plus vaste, de la conservation d'une variété infinie et merveilleuse d'animaux n'ayant pas été domestiqués par l'homme et contribuant cependant, chacun à sa manière, d'une façon directe et fascinante au bonheur et à la prospérité de l'humanité, n'est pas envisagé.

Ni la pauvreté ni une absence de sympathie vive et profonde ne sont responsables de cette carence d'argent. Seules le sont l'absence d'une organisation appropriée, celle d'une direction enthousiaste et de moyens adéquats pour canaliser les fonds vers les endroits où ils sont le plus nécessaires — offrant ainsi une *garantie* suffisante aux donateurs et les encourageant à continuer leur contribution.

Si tant de gens se sentent frustrés dans leur volonté de coopérer à la sauvegarde de la faune, c'est parce que personne n'a songé à leur demander de se joindre à une croisade mondiale et parce que personne n'a montré comment la conduire. Les organisations existantes peuvent être com-

parées à un véhicule disposant d'un tout petit réservoir à essence rempli, à l'occasion, au compte-gouttes. Ce n'est pas une nouvelle organisation faisant un travail analogue ou les concurrençant qui est nécessaire mais bien un nouveau projet international de coopération tendant à rendre leurs efforts efficaces en leur procurant les ressources nécessaires — un nouveau réservoir avec une nouvelle pompe permettant de faire le plein, de le refaire et de le REFAIRE encore.

Le « World Wildlife Fund » a été créé dans ce but. C'est une fondation internationale sans but lucratif, enregistrée en Suisse, dont le siège principal est à Zurich. Sa tâche consiste à trouver l'argent permettant à tous les organismes existants de contribuer, chacun dans son domaine particulier, à la sauvegarde de la faune.

C'est une « caisse communautaire » internationale qui compte le Président et le Secrétaire Général de l'UICN parmi ses administrateurs. Les intérêts d'autres organisations se spécialisant dans des domaines touchant à la conservation de la faune y sont aussi représentés. S. A. R. le Prince des Pays-Bas a gracieusement accepté le patronage de ce Fonds.

Des appels nationaux sont actuellement lancés dans nombre de pays. Parmi les administrateurs de l'Appel National Britannique figureront, notamment, S. A. R. le Duc d'Edimburgh qui est président de la « Zoological Society of London » ; Lord Willingdon, président de la « Fauna Preservation Society » et Lord Hurcomb, président du « Council for Nature ». Pas moins d'un tiers de toutes les recettes nettes ira automatiquement au Fonds Central Mondial. Le deuxième tiers est destiné à être distribué dans le pays d'où provient l'argent. Les administrateurs du Fonds Mondial et ceux de l'Appel National décideront de l'attribution du dernier tiers.

Il existe encore une variété infinie d'animaux de disposition et de voisinage sensiblement plus agréables et, souvent, plus utiles et même plus plaisants à regarder que beaucoup de représentants de l'*Homo sapiens*. Mais ils ne sont pas en mesure de se défendre et de revendiquer la place à laquelle ils ont légitimement droit sur cette terre. Le Panda géant (symbole du Fonds) est de ceux-là. Est-il appelé à s'éteindre comme le dinosaure, condamné, comme tant d'autres, à disparaître ? Le moins que nous puissions faire est de plaider leur cause. C'est pour cela que nous tous qui travaillons dans ce vaste domaine avons besoin de ressources proportionnées à l'immense travail qui doit être fait de toute urgence dans chaque pays.



RAPPORT DU PRÉSIDENT . . . COMMISSION INTERNATIONALE DES PARCS NATIONAUX

La Commission Internationale des Parcs Nationaux de l'UICN a été fondée dans l'ancien amphithéâtre de Delphes, en Grèce, le 19 septembre 1958, après une résolution adoptée par la sixième Assemblée Générale au cours de sa dernière session plénière. Pendant deux ans, elle fonctionna en qualité de comité provisoire de l'UICN puis, lors de l'Assemblée Générale tenue à Varsovie en 1960, elle obtint le statut définitif de commission de travail permanente. L'Union, depuis son origine à Fontainebleau, en 1948, s'est vouée à la conservation des ressources naturelles renouvelables : terre, eau, vie végétale et animale. Il convenait donc particulièrement de consacrer exclusivement une de ses commissions à la création et à l'entretien des parcs nationaux et des réserves équivalentes qui sont les plus capables de protéger avec le plus d'efficacité un milieu biotique dans son ensemble.



Harold J. Coolidge, le plus ancien des Vice-Présidents de l'UICN, exerce la présidence de notre Commission Internationale des Parcs Nationaux. Il est aussi Président de l'« American Committee for International Wildlife Protection » et Directeur du « Pacific Science Board ».

L'atlas de l'Union sur les parcs nationaux et les réserves de faune dans le monde, publié par Elsevier à Paris, en 1956, sous le titre de « Derniers Refuges », constitua un excellent point de départ pour les activités variées du Comité qui sont actuellement axées sur la reconnaissance et le renforcement du fait que « les parcs nationaux et les territoires équivalents sont d'importance internationale pour tous les pays membres des Nations Unies ».

La Commission Internationale des Parcs Nationaux de l'Union aide le Conseil Exécutif et le personnel administratif de l'UICN par ses conseils, rassemble une information portant sur les parcs nationaux du monde, récolte des fonds pour ses propres activités et offre une assistance technique aux pays étrangers si ceux-ci la requièrent. Ceci a déjà été fait au cours des dernières années en Thaïlande, en Indonésie, au Viet-Nam, en Birmanie et en Malaisie. Un petit bureau pour l'hémisphère occidental est ouvert en permanence à Washington D. C., 2144 P Street, Northwest.

Le comité, composé à l'origine de 10 membres, porté actuellement à 15, s'efforça en premier lieu d'obtenir la reconnaissance des parcs et réserves — en tant qu'utilisation intelligente de la terre — en persuadant les divers gouvernements d'établir un registre, tenu par les Nations Unies, officiellement reconnu par lesdites nations, des parcs nationaux et régions équivalentes. Cette ambition fut réalisée par l'intermédiaire du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) qui adopta une résolution à cet effet lors de sa 27^{me} session à Mexico en 1959. Le Secrétaire général des Nations Unies fut prié d'envoyer, en collaboration avec

l'UNESCO, la FAO et l'UICN, des questionnaires à tous les pays membres. C'est d'après les réponses reçues de 52 de ces pays que le secrétariat des Nations Unies, conseillé par l'UICN, établit la liste préliminaire adoptée lors de la 31^{me} session du conseil de l'ECOSOC, le 15 février 1961, date historique pour la conservation internationale de la nature. La première partie de cette liste contient les informations soumises par 52 gouvernements avant le 15 décembre 1961. L'UICN a été invitée à en préparer la deuxième partie et les éditions suivantes avec l'aide de l'UNESCO et de la FAO. Le document de l'ECOSOC dit notamment : « il est à espérer qu'une liste aussi étendue et précise que possible soit établie en vue de la première Conférence mondiale sur les parcs nationaux qui sera tenue à Seattle, Washington, dans le courant du mois de juillet 1962. »

Un deuxième objectif de cette commission de l'UICN a été de donner suite à une résolution, également adoptée par l'Assemblée Générale d'Athènes, demandant qu'une Conférence internationale de niveau élevé sur les parcs nationaux soit organi-

INVITATION AUX MEMBRES DE L'UICN PREMIÈRE CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES PARCS NATIONAUX

30 JUIN - 7 JUILLET 1962, SEATTLE, WASHINGTON

• Patronnée par l'UICN, le « National Park Service of the United States » et le « Natural Resources Council of America » dans le but de passer en revue les chances d'une entente internationale efficace et les perspectives d'encouragement du mouvement en faveur des parcs nationaux sur une base mondiale.

• Les invitations sont envoyées à tous les gouvernements membres des Nations-Unies en les priant de bien vouloir envoyer deux délégués : l'un chargé de la politique, l'autre de la gestion administrative de ces problèmes.

• Les membres non-gouvernementaux de l'UICN sont invités par la présente à envoyer chacun un observateur à cette Conférence.

• Pour plus de détails, s'adresser au Secrétaire Général, « First World Conference on National Parks », 15th Floor, Mills Tower, San Francisco, Californie, USA. Documentation disponible.

sée. Une invitation de tenir cette Conférence à Seattle du 30 juin au 7 juillet 1962 en conjonction avec l'Exposition « Century 21 » fut approuvée par la 7^{me} Assemblée Générale de l'Union à Varsovie, qui approuva aussi les sujets à discuter lors de cette Conférence. Ceux-ci comprenaient les définitions et types mondiaux de parcs nationaux ; leur valeur culturelle, scientifique et économique pour les pays intéressés ; les problèmes administratifs et la formation du personnel spécialisé ; et un compte rendu de tous les aspects de coopération internationale, y compris l'assistance technique, la promotion de visites réciproques et une propagation plus vigoureuse de la littérature mondiale ayant trait à ce sujet.

(Parcs Nationaux - suite page 6)

NOUVELLES DE PARTOUT

MALAISIE

L'ouvrage le plus important traitant de conservation régionale reçu au centre de documentation de l'UICN en 1961 a pour titre « Nature Conservation in Western Malaya 1961 » (La conservation de la nature en Malaisie occidentale en 1961). C'est un numéro spécial de 260 pages du « Journal » de la « Malayan Nature Society ». On peut l'obtenir en s'adressant au secrétaire de cette société, P. O. Box 750, Kuala Lumpur, pour la somme de U.S. \$ 3.50. Ce numéro spécial marque le 21^{me} anniversaire de cette société, particulièrement bien située, qui reconnaît que la cause de la faune du sud-est asiatique a grand besoin d'être détendue et de « ne pas être négligée pendant la période de développement accéléré de l'agriculture et de l'industrie dû principalement à l'énorme accroissement de population dans cette région ». Ce travail particulièrement important, qui a été supervisé par le président de la société, M. J. Wyatt-Smith, comprend 45 articles par 41 auteurs et une excellente introduction de M. E. J. H. Corner, un botaniste des plus distingués qui allie à ses capacités de conservateur de la nature une grande expérience de cette région. Parmi les rapports d'un intérêt captivant figurent les articles traitant de « La Société de la Nature Malaise de 1940 à 1961 », « Les changements et les pertes de Faune Préhistorique à Bornéo », « La Préservation de la Végétation tropicale », « Le Parc naturel d'Ujung-Kulon à Java », « Le Parc National de Baka à Sarawak », « La Conservation des Tortues de Mer et de Rivière », « Les Récifs de Corail Malais » et des rapports spéciaux sur les grands mammifères suivants : le Tigre, l'Eléphant, le Tapir (symbole de la société), les deux espèces de Rhinocéros et le Séladang ou Gaur. C'est un texte de base pour qui veut se faire une opinion claire de la conservation de la nature dans le sud-est de l'Asie. La société a rendu là un grand service, et elle a démontré comment un enthousiasme spontané peut contribuer à fonder une association dont les avis et les recommandations sont respectés. Il faudra ensuite faire des démarches auprès du gouvernement pour qu'il fasse siennes ces recommandations, qu'il légifère à leur sujet et pour que le public soit informé. Comme le botaniste Corner le dit dans son introduction : « dans les pays d'Occident, le manque de moyens pour étudier la riche biologie des tropiques conjugué à une industrialisation intense a conduit à l'exagération de la microbiologie. Que l'éprouvette domine en Occident mais que la splendeur de la nature ait le rôle prépondérant sous les Tropiques ».

EQUATEUR

On est en train de construire, grâce à la contribution d'un certain nombre de pays, une station de recherches biologiques aux Galapagos — les îles que Charles Darwin avait visitées en 1835 et qu'il avait décrites comme étant le point de départ de ses magistrales théories. La Fondation Charles Darwin pour les îles Galapagos (dont le Professeur Victor Van Straelen est le distingué président et M. Jean Dorst le secrétaire), en coopération avec l'UNESCO

et le Gouvernement de l'Equateur, soutiendra un vaste programme de recherches sur la conservation. M. R. Lévêque, conseiller de l'UNESCO, a terminé l'étude préliminaire des problèmes de conservation, et il surveille actuellement la construction du laboratoire à Santa Cruz sur l'île Infatigable. Parmi les espèces qui présentent un intérêt scientifique remarquable figurent les Tortues géantes, disparues partout sauf aux Galapagos et aux Seychelles. On avait découvert qu'elles constituaient une source appréciable de graisse, et l'exploitation de ces créatures permit le développement d'une industrie au XIX^e siècle. Il était possible d'extraire de 1 à 3 gallons (4 à 12 litres) d'huile de choix de chacune de ces bêtes en les faisant bouillir. Certains biologistes estiment que plus de 10 millions de tortues ont été détruites au cours des trois derniers siècles, qu'elles ont complètement disparu sur certaines îles et qu'elles sont rares sur d'autres. La faune des Galapagos n'a pas seulement eu à souffrir des ravages commis par l'homme irréfléchi mais aussi de l'introduction de rats et d'autres animaux domestiques dont beaucoup retournèrent plus tard à l'état sauvage. Actuellement, sur la plupart des îles, des espèces uniques comprenant la Tortue géante, l'Iguane terrestre et l'Iguane marin (seul lézard complètement amphibie du monde) sont en grand danger à cause de la destruction de l'habitat. La Fondation Charles Darwin et l'UNESCO feront tout ce qu'il est possible de faire pour aider le gouvernement de l'Equateur à mettre fin à la destruction d'un lieu biologique unique. L'UICN, qui patronna la mission préparatoire initiale Bowman-Eibl-Eibesfeldt aux îles Galapagos, félicite tous ceux qui se sont occupés d'établir un programme positif pour sauver un des endroits de « démonstration » biologique du monde.

ROUMANIE

Trois ornithologues britanniques (Hollom et al.) ont récemment inspecté d'importants sites ornithologiques dans le delta du Danube. Le Danube est le fleuve européen qui a le plus grand débit, sa longueur le place immédiatement après la Volga. Le delta est bien connu pour abriter un grand nombre d'oiseaux, mais c'est la seule colonie de nidification européenne (en dehors de l'URSS) du Pélican blanc qui présente un intérêt tout à fait particulier. Il est assez difficile d'atteindre cette colonie estimée à 4000 Pélicans car il faut se frayer un passage à travers 4,50 m. de roseaux le long d'étroites voies d'eau. On a compté plus de 4 à 5000 nids de l'Ibis Falcinelle, 2500 du Héron Bihoreau, 2000 du Héron Crabier, 1000 du Cormoran Pygmée, 5 à 600 de l'Aigrette Garzette et 100 de la Spatule blanche dans une héronnière établie sur le Bras St George. Il existe plus de 20 héronnières mixtes dans le delta, l'Ibis Falcinelle y domine en général alors qu'il est rare ou qu'il a complètement disparu partout ailleurs en Europe. Les visiteurs britanniques pensent que ces oiseaux ne courent pas de danger tant que l'on continue à appliquer le système éclairé actuellement en vigueur en Roumanie.

DIXIÈME CONGRÈS SCIENTIFIQUE DU PACIFIQUE

Un nombre considérable de personnalités de la région du Pacifique ont assisté en août dernier à Hawaii aux séances du dixième Congrès Scientifique du Pacifique traitant des problèmes de conservation. Plus de 90 communications sur des sujets allant de « L'esthétique du paysage » à « La protection des oiseaux et de la faune insulaires de la Nouvelle-Zélande » furent présentées. Le thème de l'un des plus importants symposia fut « La place de l'homme dans l'écosystème insulaire ». C'est le professeur Ian McTaggart Cowan, membre représentant le Canada au sein du Conseil Exécutif de l'UICN, qui exerce la présidence du Comité permanent de Conservation de l'Association scientifique du Pacifique. C'est à cette dernière que revient le mérite d'avoir organisé et convoqué le premier Congrès Scientifique du Pacifique en 1920.

Le rapport extrêmement documenté du Comité permanent de Conservation présente un intérêt particulier pour les membres de l'UICN ; il traite en particulier de la situation au Japon, en Thaïlande, aux Philippines, en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Antarctique et aux Hawaii. Il est possible d'obtenir des exemplaires de ce rapport en s'adressant au Directeur du Pacific Science Board, National Research Council, Washington 25, D. C.

Un nouveau centre scientifique d'information sur le Pacifique a également été ouvert dans le but de fournir des renseignements et des avis autorisés à qui en fait la demande. Ce centre est installé au Bishop Museum, Honolulu, Hawaii.

Les résolutions prises par le dixième Congrès Scientifique du Pacifique et transmises aux gouvernements membres reflètent bien les problèmes courants qui se posent dans cette partie du monde. Des 46 résolutions approuvées, celles qui suivent intéressent tout particulièrement les membres de l'UICN :

* * *

Résolution numéro 35. Bien que la protection de la faune autochtone ait une importance scientifique, économique, culturelle et de prestige, il ne fait malheureusement pas de doute que certaines espèces sont en danger d'extermination dans le bassin du Pacifique.

● **Le Congrès décide** de demander de façon urgente aux gouvernements intéressés de protéger efficacement et intégralement les espèces suivantes :

Aux Célèbes et dans l'île de Sula : le Babiroussa et l'Anoa.

En Indonésie et en Malaisie : le Rhinocéros de Java et celui de Sumatra.

Au Cambodge, au Viet-Nam et au Laos : le Cerf Cochon, le Cerf d'Eld, le Kouprey et le Buffle sauvage.

Aux Célèbes et dans les îles Aru en Indonésie : le Mégapode et le Paradisier (*Paradisea apoda*).

Au Cambodge : l'Ibis géant (*Thaumatibis gigantea*).

En Thaïlande, en Malaisie, au Viet-Nam et aux Philippines : tous les Rapaces.

Dans l'État de Hawaii, U.S.A. : 15 espèces et 4 sous-espèces endémiques.

● **Décide** d'engager vivement les gouvernements de Sarawak, de Brunei, de Bornéo-nord et d'Indonésie à mettre complètement fin au massacre, au

piégeage et à l'exportation, dans n'importe quelles circonstances, de l'Orang-Outan, des Gibbons et d'autres Singes.

* * *

Numéro 31. Le Congrès s'est montré préoccupé de la détérioration croissante des ressources naturelles dans les pays tropicaux du sud-est asiatique, comme en font preuve les rapports des délégués de ces pays ; il pense qu'il est urgent que les pays de cette région coopèrent plus étroitement en vue de résoudre les problèmes de conservation.

● **Décide** de demander au Bureau de Coopération scientifique de l'UNESCO pour le sud-est asiatique (à Djakarta) de convoquer les spécialistes de chacun de ces pays à une réunion régionale en vue de trouver les moyens susceptibles de résoudre ces problèmes.

* * *

Numéro 28. De nombreuses biocénoses de la région du Pacifique possèdent des espèces végétales et animales uniques qui sont menacées de disparaître par la croissance démographique et les progrès rapides effectués dans les domaines économique, politique et social. Une telle disparition d'espèces de biocénoses constituerait une perte irréparable au point de vue scientifique.

● **Le Congrès décide** d'attirer l'attention des organismes gouvernementaux qualifiés dans chacun des pays de cette zone du Pacifique sur l'urgence de la création et du maintien de refuges adéquats pour la faune, de réserves naturelles, de parcs et d'autres zones protégées pour la conservation de la flore et de la faune autochtones des biocénoses caractéristiques.

● **Décide** d'attirer l'attention de la population du bassin du Pacifique sur la nécessité de préserver certaines zones naturelles adéquates qui seraient protégées intégralement et donc différentes des parcs à vocation touristique ou récréative soumis à de plus fortes pressions.

● **Décide** de demander aux agences gouvernementales et privées de développement économique de financer la mise sur pied d'un programme de mise en valeur et de développement. Ce programme serait semblable à la campagne de « sauvetage archéologique » actuellement en cours aux Etats-Unis où les sites archéologiques sont menacés.

● **Décide** d'encourager la culture en jardin botanique des espèces rares devant bénéficier de protection spéciale et qui ne peuvent être efficacement protégées dans leur habitat naturel.

● **Décide** de s'occuper spécialement des régions particulièrement susceptibles de subir des dommages du fait de certaines entreprises de génie civil. Le Congrès approuve en particulier les vues de l'Académie australienne des Sciences exprimées dans son plaidoyer pour le maintien intégral du sommet du mont Kosciusko et des régions voisines dans leur état original.

* * *

Numéro 21. Le Congrès, conscient de la nécessité vitale de conserver la faune et la flore uniques des îles Galapagos ainsi que de l'urgence qu'il y a (*Suite des Résolutions page suivante*)

CONGRÈS SCIENTIFIQUE DU PACIFIQUE — SUITE DE LA PAGE 5

d'étudier à fond la biologie de ces organismes avant que de nouvelles extinctions ne se produisent et que les milieux ne se dégradent, félicite le Président et le Gouvernement de l'Equateur pour le soutien qu'ils accordent avec tant de clairvoyance à la Fondation Charles Darwin pour les îles Galapagos.

● **Décide** d'inviter tous les gouvernements s'intéressant à la recherche scientifique fondamentale à aider la Fondation Charles Darwin pour l'étude et la stricte conservation des îles Galapagos.

* * *

Numéro 32. Les populations de Tortues de mer constituent, dans le monde, une importante ressource économique et esthétique en voie de disparition, en particulier en Polynésie, bien qu'il soit aisé de les augmenter pour en faire une source de protéines non négligeable, en particulier dans le sud de la Mer de Chine.

● **Le Congrès décide** donc d'attirer l'attention des gouvernements sur la nécessité d'intensifier la protection des Tortues de mer et d'établir des programmes d'exploitation rationnelle de ces animaux partout où ils sont destinés à servir de nourriture. Le Congrès insiste spécialement sur la nécessité de coopérer au niveau international en vue d'établir un programme de recherches assurant la pérennité et le développement de cette espèce dans les îles du Pacifique et dans le sud de la Mer de Chine.

* * *

Numéro 33. Plusieurs rapports soulignent que les autochtones de Micronésie, de Nouvelle-Calédonie et d'autres régions du Pacifique font actuellement sauter des récifs de corail à la dynamite et qu'ils utilisent du poison dans le dessein de capturer de grandes quantités de poisson. Ce faisant, ils modifient ou détruisent l'habitat y compris le refuge et le milieu naturel des organismes servant à la nourriture des espèces d'intérêt économique et alimentaire ; ces populations compromettent ainsi très gravement leur propre bien-être et même leur existence.

● **Le Congrès décide** d'attirer l'attention de l'Administration des Territoires des îles du Pacifique confiée aux Etats-Unis, du Gouvernement de Guam et d'autres agences et de gouvernements responsables, sur l'étendue de ces abus. Il leur demande instamment de prendre les mesures nécessaires et de prévoir des lois adéquates qu'il faudrait fermement appliquer par la suite.

* * *

Numéro 26. Le Service des Parcs Nationaux des Etats-Unis a récemment ouvert un bureau de relations internationales dont la tâche consiste à aider, techniquement et pratiquement, les nations qui voudraient élaborer des programmes et dresser des plans en vue de créer ou d'entretenir des parcs nationaux. Cette action promet d'être profitable à toutes les nations participant à ce Congrès.

● **Le Congrès décide** d'approuver l'action du Service des Parcs Nationaux des Etats-Unis et d'attirer l'attention des nations participantes sur l'assistance ainsi offerte.

* * *

Numéro 24. On a plusieurs fois insisté, pendant le Congrès, sur la valeur scientifique unique des biotopes naturels des Hawaii et sur la menace de disparition qui plane sur plusieurs espèces de plantes et d'animaux de l'archipel. Le Service des Parcs Nationaux des Etats-Unis s'est récemment intéressé à la création d'un parc national à Kauai et il étudiera bientôt — à condition que l'enthousiasme local soit suffisamment grand — quelles régions de cette île sembleraient les plus appropriées pour faire partie du parc. Un parc national embrassant le canyon de Waimea, le marécage d'Alakai, Kokee et la côte de Na Pali constituerait un sanctuaire pour bien des espèces menacées et assurerait la conservation de nombreuses régions de grande valeur esthétique et scientifique.

● **Le Congrès décide** de recommander au Service des Parcs Nationaux des Etats-Unis d'établir, aussitôt que possible, les études préliminaires à la création de ce parc à Kauai, îles Hawaii.

PARCS NATIONAUX — SUITE DE LA PAGE 3

L'organisation de cette Conférence est à présent en bonne voie. Tandis que l'UICN en est la principale responsable, le « Natural Resources Council of America », comprenant des représentants de 37 organisations majeures de conservation des Etats-Unis, a accepté d'être l'organisation-hôte nationale. La coopération des autorités qualifiées du Département d'Etat des USA, du Département de l'Intérieur (qui est responsable des parcs nationaux américains), de l'Etat de Washington et de l'Exposition « Century 21 » est assurée. Un conseil national de spécialistes américains a été désigné pour travailler avec la Commission de l'UICN. Des comités de travail fonctionnent déjà, et le Secrétaire Général de la Conférence a été nommé. Il s'agit de M. George Collins, fonctionnaire supérieur du Service des Parcs Nationaux du Département de l'Intérieur ayant récemment pris sa retraite.

Les invitations à la Conférence seront adressées aux gouvernements et à certaines organisations intéressées au début de 1962. Il serait particulièrement souhaitable que tous les pays membres des Nations Unies soient en mesure d'envoyer au moins deux délégués : l'un au niveau ministériel chargé de la politique générale relative aux parcs nationaux et à d'autres réserves, l'autre responsable de la gestion administrative et technique de telles régions. La présence de délégués et d'observateurs supplémentaires sera aussi prise en considération mais la participation à la Conférence n'est prévue *que sur invitation*, mesure rendue nécessaire par le manque d'espace. 300 délégués et 200 observateurs sont actuellement attendus à Seattle. A l'issue de la Conférence des excursions seront organisées dans quelques-uns des principaux parcs aux Etats-Unis et au Canada. Il est espéré que beaucoup de participants y prendront part.

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE D'ARUSHA — SUITE DE LA PAGE 1

expérience des problèmes humains et sociaux des États modernes d'Afrique, évoqua le désastre qui ne manquera pas de s'abattre sur la population d'un pays si ses ressources naturelles renouvelables ne sont pas conservées. Il mit l'accent sur le fait que la conservation de la faune sauvage, qui représente indubitablement un grand capital national, dépend d'un facteur primordial : la préservation de l'habitat naturel. Il constata que l'homme et ses animaux domestiques se multiplient de manière incontrôlée, se faisant ainsi, dans nombre de régions, les artisans de leur propre perte finale pour avoir définitivement ruiné le pays qui les nourrit. Après avoir esquissé la politique du Gouvernement du Tanganyika en ce qui concerne la protection de la faune sauvage, de même que les problèmes variés qui s'y rattachent,



Le Chef Fundikira, Président de la Conférence, et M. J. G. Baer, Président de l'UICN

il résuma la situation en trois points principaux : (1) la faune et la nature sauvages constituent à n'en pas douter une source de revenus nécessaires pour le développement des services sociaux du pays ; elles doivent donc être « exploitées » rationnellement là où cela représente la meilleure forme d'utilisation du sol ; (2) l'opinion publique, d'autre part, dont l'appui est essentiel, doit être convaincue de la valeur de cet héritage ; (3) enfin, une aide internationale sera indispensable si le monde en général désire voir conserver la faune unique de l'Afrique dans l'intérêt des populations de ce continent.

Le fait que la réunion ait été organisée à la fois sous le patronage de la FAO et de l'UNESCO est de bon augure pour l'obtention de cette assistance internationale que Sir Richard Turnbull juge essentielle. Lors de la session d'inauguration, M. J. S. Annan, de la FAO, a attiré l'attention sur la destruction insensée de la faune sauvage, qui, combinée à de mauvaises pratiques d'utilisation des terres, constitue une menace directe pour les ressources naturelles de l'Afrique. Il a promis que la FAO apporterait son aide totale aux gouvernements et collaborerait avec eux pour leur permettre d'étudier rationnellement la possibilité d'inscrire la conservation et le développement des ressources de la faune sauvage dans leurs programmes d'expansion économique. M. A. Gille, de

l'UNESCO, s'est exprimé en termes analogues, soulignant tout particulièrement la nécessité d'un enseignement général des principes de la conservation des ressources en vue d'intensifier l'utilisation rationnelle des ressources de l'Afrique, si l'on veut que ce continent prenne la place qui lui revient dans les affaires internationales.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) était, elle aussi, représentée, et M. Bridger fit remarquer que cet organisme envisageait déjà d'effectuer des études sur l'aspect économique du tourisme en Afrique orientale, qui est basé essentiellement sur la faune sauvage.

On a constaté aussi qu'un grand nombre d'organismes non gouvernementaux, comme l'U.I.O.O.T. (Union internationale des organismes officiels de tourisme), le C.I.C. (Conseil international de la chasse), le C.I.P.O. (Comité international pour la préservation des oiseaux) et la « Fauna Preservation Society » (Société pour la préservation de la faune) désiraient vivement contribuer à cet effort. Diverses formes d'aide bilatérale et privée ont été également évoquées, par exemple l'intervention de la Société de Zoologie de Francfort qui, par l'intermédiaire du Dr B. Grzimek, offrit les fonds nécessaires pour l'érection d'un hôtel destiné aux enfants qui visiteraient le Parc National du Serengeti.

En présence d'offres d'aide technique et financière, aussi diverses et nombreuses, la Conférence a souligné qu'il était avant tout souhaitable de prendre des mesures pour que cette assistance, si nécessaire, soit organisée de façon à éviter tout gaspillage dans son application, et, *par conséquent*, à encourager l'aide extérieure. Elle a donc recommandé que l'on mette en œuvre la troisième phase du Projet Spécial Africain (ASP) de l'UICN, en tant que conséquence directe de la Conférence et du changement d'attitude qui s'y est fait jour de façon si évidente.

Cette troisième phase comporte la création d'une équipe de deux conseillers : elle a été reconnue comme étant le seul moyen efficace pour analyser la situation en Afrique et évaluer les besoins, fixer les priorités, orienter convenablement et de façon impartiale l'aide extérieure.

Les membres de cette équipe ont maintenant été désignés : il s'agit de M. Thane Riney, écologiste en matière de faune sauvage et d'utilisation des sols, ayant une grande expérience en Afrique, en Australasie et en Amérique du Nord, et de M. Peter Hill, spécialiste des questions d'utilisation des sols, précédemment Directeur de la Station expérimentale rattachée à la Division d'Agriculture de l'Université du Ghana. Cette équipe sera prête à commencer son travail en Afrique au début de 1962. Son programme d'activités sera établi en fonction des demandes d'assistance qui parviennent déjà au siège de l'UICN à Morges.

Les autres recommandations et vœux formulés par la conférence avaient trait aux sujets suivants : (*Rapport de la Conférence d'Arusha - suite page 8*)

L'ORGANISATION DE L'UICN

PERSONNEL ADMINISTRATIF

Secrétaire Général Gerald G. Watterson
Ecologiste George Treichel

CONSEIL EXÉCUTIF

Président Jean G. Baer, Suisse
Vice-Présidents Harold J. Coolidge, Etats-Unis
François Bourlière, France
Peter Scott, R. U.

Membres Boonsong Lekagul, Thaïlande
F. Camargo, Brésil
I. McT. Cowan, Canada
Kai Curry-Lindahl, Suède
G. P. Dementiev, U.R.S.S.
E. Gerstenmaier, Allemagne
Walery Gœtel, Pologne
Ed. H. Graham, Etats-Unis
Rocco Knobel, Afrique du Sud
S. K. Shawki, Soudan
Charles Vander Elst, Belgique
E. B. Worthington, R. U.

COMMISSION INTERNATIONALE DES PARCS NATIONAUX

Président Harold J. Coolidge, Etats-Unis
Secrétaire (f.f.) Fred M. Packard, Etats-Unis
Membres Enrique Beltran, Mexique
Dusit Bhanichpat, Thaïlande
John R. Coleman, Canada
Mervyn Cowie, Kenya
Kai Curry-Lindahl, Suède
W. J. Eggeling, R. U.
Rocco Knobel, Afrique du Sud
Mirghani M. Medani, Soudan
Théodore Monod, France
Wladyslaw Szafer, Pologne
Tsuyoshi Tamura, Japon
Nguyen Van Hiep, Viet-Nam
Victor Van Straelen, Belgique
Conrad L. Wirth, Etats-Unis



MARGUERITE CARAM 1901 - 1961

L'UICN a perdu le membre le plus dévoué de son personnel. C'est dès la fondation de l'Union à Fontainebleau en 1948 que Marguerite Caram a collaboré avec enthousiasme et la plus grande compétence, d'abord en qualité de secrétaire du premier et distingué Secrétaire Général de l'Union, Jean-Paul Harroy, ensuite en tant que rédactrice et secrétaire générale adjointe. Elle s'est éteinte à Bayeux, en Normandie, le 23 août 1961 après une année de grandes souffrances. Ceux qui la connaissent et qui ont travaillé avec elle se souviendront longtemps de l'intérêt passionné qu'elle apportait à la solution des nombreux problèmes se posant dans ce domaine particulier.

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE D'ARUSHA — SUITE DE LA PAGE 7

(1) aide internationale sur le plan de l'éducation et de la formation en matière de conservation à tous les niveaux ; (2) politique d'utilisation des terres, ayant pour but d'éviter l'occupation intensive des terres ne convenant pas à un tel usage à long terme ; (3) nécessité de donner plus d'attention à l'aspect économique du développement des ressources naturelles. La Conférence a exprimé aussi ses félicitations les plus chaleureuses à la République du Congo (Léopoldville) pour son attitude exemplaire vis-à-vis de ses parcs nationaux. Enfin, le vœu fut exprimé de voir les divers pays aider à créer, dans toute l'Afrique, une collection de référence d'habitats naturels. Ce sujet a été proposé comme thème principal pour l'Assemblée Générale de l'UICN en 1963.

Comme l'a dit au cours de la séance inaugurale le Professeur Baer, Président de l'UICN : « Dans le passé, par cupidité ou pure ignorance, l'homme a détruit en pure perte la flore et la faune, oubliant que ni lui ni les générations futures ne pourront jamais devenir complètement indépendants de leur environnement, ne voyant pas que les formes aujourd'hui éteintes auraient pu contribuer à sa propre prospérité ».

Cette Conférence constitue une étape histori-

que dans le développement d'un courant en faveur de la conservation de la nature en Afrique. Pour reprendre les propres paroles du Professeur Théodore Monod, Président du C.S.A. et conseiller distingué de l'UICN : « Le Tanganyika a tout lieu d'être fier du rôle qu'il a joué dans le grand effort commun. Il a hâté la venue du jour où l'Afrique présentera au monde l'éclatant exemple d'un continent pleinement conscient de la valeur incomparable, irremplaçable de ses richesses naturelles et qui aura élaboré de saines méthodes pour les gérer, évitant toute destruction inutile, créant un sentiment d'interdépendance entre l'homme et le milieu dans l'intérêt de ses propres populations et dans celui de l'humanité en général. »

BULLETIN DE L'UICN

Ce numéro est tiré à 7000 exemplaires anglais et 3000 exemplaires français avec l'aide financière de l'UNESCO.

Le prochain numéro (mars 1962) présentera un rapport sur le projet MAR et sur la Commission d'Ecologie de l'UICN. Il comprendra également un supplément bibliographique spécial se rapportant à la littérature sur l'aménagement de la faune en Afrique par François Bourlière et George Treichel.

Les prochains suppléments nationaux seront consacrés à la France, l'Inde, le Mexique, les Pays-Bas, l'Australie et le Venezuela.